

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/IG/W/46  
9 juillet 2002

(02-3814)

Comité des pratiques antidumping  
Groupe informel de l'anticonournement

Original: anglais

## QUESTION DE HONG KONG, CHINE CONCERNANT LE DOCUMENT COMMUNIQUÉ PAR LE PÉROU<sup>1</sup>

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 juillet 2002.

1. Au cours du débat dont le document (réf.: G/ADP/IG/W/43) a fait l'objet à la dernière réunion du Groupe informel de l'anticonournement, Hong Kong, Chine a demandé des précisions sur l'affaire concrète relative aux enquêtes menées par le Pérou en ce qui concerne les importations de chaussures originaires du Taipei chinois et d'Indonésie. Les délégués du Pérou ont demandé que les questions soient communiquées par écrit afin qu'ils puissent y donner suite et y revenir à la prochaine réunion du Groupe informel. À propos de cette affaire de "chaussures", Hong Kong, Chine souhaiterait poser les questions suivantes:

1. Il est noté que l'autorité péruvienne chargée de l'enquête a procédé à de nouvelles enquêtes portant sur des produits originaires du Taipei chinois et d'Indonésie, qui n'étaient pas visés par la détermination initiale. L'autorité chargée de l'enquête a-t-elle appliqué aux nouvelles enquêtes les mêmes procédures que celles qui ont été utilisées pour l'enquête initiale concernant les chaussures originaires de la République populaire de Chine?
2. Dans les enquêtes concernant les chaussures originaires du Taipei chinois et d'Indonésie, des constatations distinctes avaient-elles été établies pour montrer l'existence d'un dumping qui avait causé un dommage à la branche de production nationale?
3. Il est noté que la Direction nationale péruvienne des douanes a procédé à des enquêtes distinctes portant sur des problèmes concernant la classification tarifaire et les déclarations d'origine des importations de chaussures originaires du Taipei chinois et d'Indonésie. Quels sont les résultats de ces enquêtes? Dans quelle mesure le problème pourrait-il être traité en procédant à des enquêtes conformément aux règles douanières pertinentes? D'après les conclusions du Pérou, quelle est la cause principale du problème?

---

<sup>1</sup> G/ADP/IG/W/43.